



**PRÉFET  
DU GARD**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement Occitanie  
Unité inter-départementale Gard-Lozère**

Nîmes, le **26 JUIL. 2024**

Cellule risques anthropiques  
Courriel : uid-30-48.dreal-occitanie@developpement-durable.gouv.fr

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n° 2024-035-DREAL complémentaire à l'arrêté préfectoral n°17.134N  
réglementant l'exploitation de la plateforme logistique de la SAS CARREFOUR SUPPLY  
CHAIN à SAINT-GILLES**

Le Préfet du Gard,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite,

- VU** le code de l'environnement et notamment son titre I du livre V relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** le code de l'environnement, et notamment les articles L. 181-14, R. 122-2, R. 181-45 et R. 181-46 ;
- VU** l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- VU** l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement ;
- VU** l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 ;
- VU** l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020 relatif au stockage de récipients mobiles de liquides inflammables exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°15-108N du 28 juillet 2015 autorisant l'EURL PROLOGIS France V à exploiter une plate-forme logistique sur le territoire de la commune de SAINT-GILLES ;
- VU** le récépissé délivré par la préfecture du Gard le 27 août 2015 prenant acte du changement d'exploitant intervenu au profit de la SCI GOODMAN SAINT-GILLES LOGISTICS ;
- VU** l'arrêté préfectoral N° 2015-209-001-DL du 28 juillet 2015 de dérogation aux interdictions relatives aux espèces de faune sauvage protégées ;

- VU** le dossier du porter à connaissance concernant la modification de certaines dispositions d'exploitation, de l'entrepôt logistique de Saint-Gilles, adressé à la préfecture du Gard par la SCI GOODMAN SAINT-GILLES LOGISTICS, le 18 décembre 2015 ;
- VU** le dossier joint à l'appui de cette demande et notamment l'actualisation des études d'impact et de dangers ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 16-042N du 31 mars 2016, complémentaire à l'arrêté préfectoral n°15-108N du 28 juillet 2015 réglementant l'exploitation de la plate-forme logistique de la SCI GOODMAN SAINT-GILLES LOGISTICS, à SAINT-GILLES ;
- VU** le dossier du porter à connaissance transmis le 27 mai 2016 à la préfecture du Gard par laquelle la SAS CARREFOUR SUPPLY CHAIN concernant l'ajustement des quantités de liquides inflammables et combustibles stockées dans l'entrepôt de Saint-Gilles ;
- VU** la déclaration du 30 juin 2016, par laquelle M. CINTAS Antoine directeur de l'entrepôt de Saint-Gilles de la SAS CARREFOUR SUPPLY CHAIN a informé la préfecture du Gard, du changement d'exploitant de la plate-forme logistique de Saint-Gilles ;
- VU** le récépissé délivré par la préfecture du Gard le 4 juillet 2016 prenant acte du changement d'exploitant de l'entrepôt de Saint-Gilles, intervenu au profit de la SAS CARREFOUR SUPPLY CHAIN ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 16-165N du 27 septembre 2016, complémentaire à l'arrêté préfectoral n° 16-042N du 31 mars 2016 réglementant l'exploitation de la plateforme logistique de la SAS CARREFOUR SUPPLY CHAIN à St Gilles ;
- VU** le dossier du porter à connaissance transmis par courrier du 10 mars 2021 par la SAS CARREFOUR SUPPLY CHAIN concernant la modification de certaines dispositions d'exploitation, de l'entrepôt logistique de Saint-Gilles ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2021-081-DREAL du 29 novembre 2021, complémentaire à l'arrêté préfectoral n° 16-042N du 31 mars 2016 réglementant l'exploitation de la plateforme logistique de la SAS CARREFOUR SUPPLY CHAIN à St-Gilles ;
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées du 17 mai 2023 faisant suite à la visite d'inspection du 24 avril 2023 réalisée dans le cadre du contrôle de la conformité aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510;
- VU** le dossier du porter à connaissance transmis par courrier du 14 septembre 2023 par la SAS CARREFOUR SUPPLY CHAIN concernant la modification de certaines dispositions d'exploitation, de l'entrepôt logistique de Saint-Gilles ;
- VU** les compléments apportés au dossier de porter à connaissance par mails du 6 février 2024, 26 avril 2024 et du 5 juin 2024 ;
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées du 5 juillet 2024 ;
- VU** le projet d'arrêté préfectoral porté le 5 juillet 2024 à la connaissance du demandeur ;
- VU** l'absence d'observations présentées par le demandeur sur ce projet en date du 17 juillet 2024;

**CONSIDÉRANT** que la société SAS CARREFOUR SUPPLY CHAIN est actuellement autorisée à exploiter sur le territoire de la commune de Saint-Gilles la plate-forme logistique située ZAC Mitra sur la commune de Saint-Gilles ;

**CONSIDÉRANT** qu'en application de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement, l'exploitant a transmis le 14 septembre 2023 les éléments d'appréciation, complétés par mail des 6 février, 26 avril et 5 juin 2024, relatifs aux modifications projetées de l'installation et à son mode d'exploitation ;

**CONSIDÉRANT** que ces modifications concernent :

- l'augmentation de la hauteur de stockage autorisée de liquides inflammables ;
- la création de zones de stockages extérieures de palettes ;
- la modification de volumes autorisés pour les produits des rubriques 1436, 4331, 4734, 4511 ;
- la renonciation à la construction des cellules 11 et 12, prévue dans le dossier initial d'autorisation ;

**CONSIDÉRANT** que les modifications sollicitées ne font pas entrer les projets déjà autorisés au bénéfice de la société SAS CARREFOUR SUPPLY CHAIN dans les seuils du tableau annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que les évolutions du site présentées par l'exploitant dans son dossier de porter à connaissance ne sont pas de nature à entraîner des nuisances et impacts supplémentaires sur l'environnement par rapport à ceux déjà présents dans la demande d'autorisation initiale ;

**CONSIDÉRANT** que les modifications prévues à l'installation ne sont pas susceptibles d'induire de nouveaux dangers ou inconvénients significatifs pour le voisinage et l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que dès lors ces modifications ne constituent pas une modification substantielle au sens de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** néanmoins qu'il est nécessaire de compléter les prescriptions de l'arrêté préfectoral n°2021-081-DREAL du 29 novembre 2021 susvisé pour tenir compte de ces modifications permettant ainsi de limiter les incidences de l'installation sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement, notamment sur la commodité du voisinage, sur la santé, la sécurité, la salubrité publique et sur la protection de la nature et de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** enfin qu'il y a lieu d'actualiser le tableau de classement du site tel que précisé à l'article 1.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2021-081-DREAL du 29 novembre 2021 susvisé ;

**CONSIDÉRANT** qu'il y a lieu de faire application de l'article R. 181-45 du Code de l'environnement

**SUR** proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture du Gard ;

## ARRÊTE

### **Article 1 - Bénéficiaire et portée de l'arrêté**

La société SAS CARREFOUR SUPPLY CHAIN, dont le siège social est situé ZI route de Paris 14120 MONDEVILLE, désignée ci-après exploitant, est autorisée à poursuivre l'exploitation des installations déjà autorisées situées sur la ZAC de Mitra — 30800 Saint-Gilles, sous réserve du respect des conditions fixées par le présent arrêté.

Les prescriptions du présent arrêté viennent compléter celles des actes administratifs antérieurs.

## Article 2 - Cas spécifique des cellules de stockage n° 11 et 12

Les dispositions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral n° 2021-081-DREAL du 29 novembre 2021, complémentaire à l'arrêté préfectoral n° 16-042N du 31 mars 2016 sont abrogées. Le stockage des produits est effectué dans 12 cellules numérotées 1 à 8, 9A, 9B, 10 et la cellule emballage, telles que décrites dans le dossier de porter à connaissance du 14 septembre 2023 susvisé.

## Article 3 - Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées.

A l'article 2 de l'arrêté préfectoral n° 2021-081-DREAL du 29 novembre 2021, complémentaire à l'arrêté préfectoral n° 16-042N du 31 mars 2016, la liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées est abrogée et remplacée par celle figurant dans le tableau ci-dessous :

Rubrique	Installations et activités concernées	Surface / Quantité / Volume activité	Localisation	Régime
1185-2	Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n°517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage). 2. Emploi dans des équipements clos en exploitation. a) Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg.	Installation de climatisation réversibles des bureaux  < 300kg	bureaux	NC
1450-1	Solides inflammables (stockage ou emploi de). La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 1 t.	Stockage de solides facilement inflammables d'une capacité de 50 t	Cellule 10	A
1510-2-b	Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement	Volume de stockage d'environ 62 391 m <sup>2</sup> sur une hauteur au faîtage de 12,98 m, soit un volume total d'entrepôt de :  809 836 m <sup>3</sup>	Cellules 1 à 10	E

	<p>frigorifiques.</p> <p>2. Autres installations que celles définies au 1, le volume des entrepôts étant :</p> <p>b) Supérieur ou égal à 50 000 m<sup>3</sup> mais inférieur à 900 000 m<sup>3</sup>.</p> <p>Un entrepôt est considéré comme utilisé pour le stockage de produits classés dans une unique rubrique de la nomenclature dès lors que la quantité totale d'autres matières ou produits combustibles présente dans cet entrepôt est inférieure ou égale à 500 tonnes.</p>			
1532-2-b	<p>Bois ou matériaux combustibles analogues, y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et mentionnés à la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531 (stockage de), à l'exception des établissements recevant du public :</p> <p>2. Autres installations que celles définies au 1, à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510, le volume susceptible d'être stocké étant :</p> <p>b) Supérieur à 1 000 m<sup>3</sup> mais inférieur ou égal à 20 000 m<sup>3</sup>.</p>	<p>Un îlot de H3xL3xL10 m Un îlot de H3xL3xL40 m pour un volume total de : 540 m<sup>3</sup></p>	Stockage extérieur (2 îlots) au sud -est du site	NC
4320-1	<p>Aérosols extrêmement inflammables ou inflammables de catégorie 1 ou 2, contenant des gaz inflammables de catégorie 1 ou 2 ou des liquides inflammables de catégorie 1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>1. Supérieure ou égale à 150 t.</p>	La quantité maximale contenue dans les aérosols étant de 430 t	Cellule 8	A
4331-1	<p>Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant :</p> <p>1. Supérieure ou égale à 1 000 t.</p>	La quantité maximale stockée étant de 1 500 t	Cellules 9A et 9B	A
4755-2-a	<p>Alcools de bouche d'origine agricole et leurs constituants (distillats, infusions, alcool éthylique d'origine agricole, extraits et arômes) présentant des propriétés équivalentes aux substances classées dans les catégories 2 ou 3 des liquides inflammables.</p> <p>2. Dans les autres cas et lorsque le titre alcoométrique volumique est supérieur à 40 % : la quantité susceptible d'être présente étant :</p> <p>a) Supérieure ou égale à 500 m<sup>3</sup>.</p>	La quantité maximale présente sur le site sera de 4999 t pour 5000 m <sup>3</sup>	Cellule 2	A
2910-A-2	Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de	<p><u>Installation de combustion n°1 :</u> Deux chaudières gaz de puissance unitaire de 1,65</p>	Local chaufferie	DC

	<p>la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes</p> <p>A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion (*) est :</p> <p>2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW .</p>	<p>MW pour un total de 3,3 MW</p> <p><u>Installation de combustion n°2 :</u> 1 moto-pompe de 0,274 MW</p> <p><u>Installation de combustion n°3 :</u> 1 moto -pompe de 0,274 MW</p>		
2925	<p>Accumulateurs électriques (ateliers de charge d') :</p> <p>1. Lorsque la charge produit de l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération (1) étant supérieure à 50 kW ..</p> <p>2. Lorsque la charge ne produit pas d'hydrogène, la puissance maximale de courant utilisable pour cette opération (1) étant supérieure à 600 kW, à l'exception des infrastructures de recharge pour véhicules électriques ouvertes au public définies par le décret n° 2017-26 du 12 janvier 2017 relatif aux infrastructures de recharge pour véhicules électriques et portant diverses mesures de transposition de la directive 2014/94/UE du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2014 sur le déploiement d'une infrastructure pour carburants alternatifs .</p>	Puissance maximale de charge de 900 kW	Locaux ateliers de charge	D
4440-2	<p>Solides comburants catégorie 1, 2 ou 3. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>2. Supérieure ou égale à 2 t mais inférieure à 50t</p>	La quantité maximale étant de 49 t	Cellule 5	D
4441-2	<p>Liquides comburants catégorie 1, 2 ou 3. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>2. Supérieure ou égale à 2 t mais inférieure à 50t</p>	La quantité maximale étant de 49 t	Cellule 5	D
4510-2	<p>Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p>	La quantité maximale étant de 99 t	Cellule 7	DC

	2. Supérieure ou égale à 20 t mais inférieure à 100 t			
4511-2	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :  2. Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 200 t .	La quantité maximale étant de 79 t	Cellule 7	NC
4801-2	Houille, coke, lignite, charbon de bois, goudron, asphalte, brais et matières bitumineuses. La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant :  2. Supérieure ou égale à 50 t mais inférieure à 500 t .	La quantité maximale étant de 499 t	Cellule 10	D
1436-2	Liquides de point éclair compris entre 60 °C et 93 °C (1), à l'exception des boissons alcoolisées (stockage ou emploi de). La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations, y compris dans les cavités souterraines étant :  2. Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 1 000 t .	La quantité maximale étant de 900 t	Cellules 9A et 9B	DC
1630-2	Soude ou potasse caustique (emploi ou stockage de lessives de). Le liquide renfermant plus de 20 % en poids d'hydroxyde de sodium ou de potassium. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :  2. Supérieure à 100 t, mais inférieure ou égale à 250 t .	La quantité maximale étant de 100 t	Cellule 8	NC
4321	Aérosols « extrêmement inflammables » ou « inflammables » de catégorie 1 ou 2, ne contenant pas de gaz inflammable de catégorie 1 ou 2, ni de liquide inflammable de catégorie 1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 5 000 t . 2. Supérieure ou égale à 500 t et inférieure à 5 000 t	La quantité maximale étant de 20 t	Cellule 8	NC
4702	Engrais solides simples et composés à base de nitrate d'ammonium correspondant aux spécifications du règlement européen n° 2003/2003 du Parlement européen et du Conseil du 13 octobre 2003 relatif aux engrais ou à la norme française équivalente NF U 42-001-1. [...] La quantité totale d'engrais répondant à au moins un des trois critères I, II ou III ci-dessus susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) Supérieure ou égale à 1 250 t. b) Supérieure ou égale à 500 t, mais inférieure à 1 250 t . c) Inférieure à 500 t comportant une quantité	La quantité maximale étant de 249 t	Cellule 5	NC

	<p>en vrac d'engrais, dont la teneur en azote due au nitrate d'ammonium est supérieure à 28 % en poids, supérieure ou égale à 250 t.</p> <p>IV. – Engrais simples et composés solides à base de nitrate d'ammonium ne répondant pas aux critères I, II ou III (engrais simples et engrais composés non susceptibles de subir une décomposition auto-entretenu dans lesquels la teneur en azote due au nitrate d'ammonium est inférieure à 24,5 %). La quantité totale d'engrais susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 250 t.</p>			
4705	<p>Nitrate de Potassium et engrais composés à base de nitrate de potassium (sous forme de comprimés ou de granulés) qui présentent les mêmes propriétés dangereuses que le nitrate de potassium pur.</p> <p>La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Supérieure ou égale à 5 000 t.</li> <li>2. Supérieure ou égale à 1 250 t mais inférieure à 5 000 t.</li> </ol>	La quantité maximale étant de 30 t	Cellule 5	NC
4706	<p>Nitrate de Potassium et engrais composés à base de nitrate de potassium (sous forme de cristaux) qui présentent les mêmes propriétés dangereuses que le nitrate de potassium pur.</p> <p>La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Supérieure ou égale à 1 250.</li> <li>2. Supérieure ou égale à 500 t mais inférieure à 1 250</li> </ol>	La quantité maximale étant de 30 t	Cellule 5	NC
4718	<p>Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel (y compris biogaz affiné, lorsqu'il a été traité conformément aux normes applicables en matière de biogaz purifié et affiné, en assurant une qualité équivalente à celle du gaz naturel, y compris pour ce qui est de la teneur en méthane, et qu'il a une teneur maximale de 1 % en oxygène).</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations(*) y compris dans les cavités souterraines (strates naturelles, aquifères, cavités salines et mines désaffectées, hors gaz naturellement présent avant exploitation de l'installation) étant :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Pour le stockage en récipients à pression transportables : <ol style="list-style-type: none"> <li>a. Supérieure ou égale à 35 .</li> <li>b. Supérieure ou égale à 6 t mais inférieure à 35 t.</li> </ol> </li> <li>2. Pour les autres installations : <ol style="list-style-type: none"> <li>a. Supérieure ou égale à 50 t.</li> <li>b. Supérieure ou égale à 6 t mais inférieure à 50t.</li> </ol> </li> </ol>	La quantité maximale étant de 5 t	Cellule 8	NC
4734-2	<p>Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution :</p> <p>essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges</p>	La quantité maximale étant de 45 t	Cellules 9A et 9B	NC

	<p>de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant :</p> <p>2. Pour les autres stockages :</p> <p>a) Supérieure ou égale à 1 000 t .</p> <p>b) Supérieure ou égale à 100 t d'essence ou 500 t au total, mais inférieure à 1 000 t au total .</p> <p>c) Supérieure ou égale à 50 t au total, mais inférieure à 100 t d'essence et inférieure à 500 t au total</p>			
4741-2	<p>Les mélanges d'hypochlorite de sodium classés dans la catégorie de toxicité aquatique aiguë 1 [H400] contenant moins de 5 % de chlore actif et non classés dans aucune des autres classes, catégories et mentions de danger visées dans les autres rubriques pour autant que le mélange en l'absence d'hypochlorite de sodium ne serait pas classé dans la catégorie de toxicité aiguë 1 [H400].</p> <p>La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>2. Supérieure ou égale à 20 t mais inférieure à 200 t</p>	La quantité maximale étant de 120 t	Cellule 7	DC

(1) A = autorisation DC = déclaration-soumis au contrôle périodique D = déclaration NC = non classable

- Le site est considéré comme seveso seuil bas.
- Les quantités de substances ou de préparations susceptibles d'être présentes dans l'établissement ne doivent pas être égales ou supérieures aux seuils fixés par règle de dépassement direct seuil haut ou à la règle de cumul seuil haut définie à l'article R. 511-11-II.

#### Article 4 – Conditions de stockage et d'exploitation

À l'article 7.4.2 de l'arrêté préfectoral n° 16-042N du 31 mars 2016 complémentaire à l'arrêté préfectoral n° 15-108N du 28 juillet 2015, les dispositions de conditions de stockage et d'exploitations sont abrogées et remplacées par celles figurant ci-dessous :

Les produits incompatibles entre eux ne sont jamais stockés dans une même cellule. Sont considérés comme incompatibles, les produits qui mis en contact, peuvent donner naissance à des réactions chimiques ou physiques entraînant un dégagement de chaleur ou de gaz toxiques, un incendie ou une explosion.

Une attention particulière est portée sur les risques de réactions chimiques entre produits, tant lors du transport que lors du stockage.

L'exploitant doit séparer les produits comburants, des produits combustibles, des liquides inflammables et des générateurs d'aérosols, et respecter la répartition définie dans le tableau de classement de l'article 1.2.2 du présent arrêté.

Le personnel d'exploitation devra obligatoirement avoir suivi une formation particulière sur les dangers des produits stockés.

Le stockage est effectué de manière que toutes les issues et accès soient maintenus dégagés. Aucune matière n'est stockée en vrac, sans emballage.

La hauteur de stockage pour les produits liquides dangereux classés toxiques, explosibles, réagissant dangereusement avec l'eau, oxydants ou comburants est limitée à 5 mètres par rapport au sol intérieur, quel que soit le mode de stockage.

La hauteur de stockage en rayonnage ou en palettier, pour les liquides inflammables en récipients mobiles est compatible avec le dimensionnement du système d'extinction automatique d'incendie et :

- limitée à 7,60 mètres pour les récipients mobiles de volume strictement supérieur à 30L et inférieur à 230 L ;
- limitée à 5 mètres par rapport au sol intérieur pour les récipients mobiles de volume strictement supérieur à 230 L.

La hauteur de stockage en rayonnage ou en palettier est par ailleurs limitée à 12,5 m, pour tous les autres produits stockés.

Dans le cas d'un stockage par palettier, une distance minimale de 1 mètre est maintenue entre le sommet du dernier niveau et la base de la toiture. De plus, cette distance doit respecter également la distance minimale nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie.

Les matières stockées en masse forment des îlots limités de la façon suivante :

- Surface maximum des îlots : 500 m<sup>2</sup>
- Une distance minimale de 1 mètre est maintenue entre le sommet du stockage et la base de la toiture. De plus, cette distance doit respecter à la fois la distance minimale nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie, et celle permettant d'assurer la stabilité de l'empilement.
- Distance entre 2 îlots : 2 mètres minimum
- Espace entre îlots et éléments de la structure ou parois : 0,80 mètre
- Allées de circulation : 3 mètres

Les engins de manutention, utilisés à l'intérieur du dépôt, ne doivent présenter aucune zone chaude non protégée.

#### **Article 5 – Sanctions administratives**

Dans le cas où les obligations prévues par le présent arrêté ne seraient pas satisfaites dans les délais impartis et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

#### **Article 6 – Délais et voies de recours**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré au tribunal administratif de Nîmes dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement par voie postale ou par l'application « Télérecours Citoyens » accessible à partir du site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) :

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour de la notification du présent arrêté ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter de l'affichage en mairie ou de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée au bénéficiaire dont l'adresse figure à l'article 1er ci-dessus, avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

#### **Article 7 – Publicité**

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État du département du Gard pendant une durée minimale de quatre mois.

Le présent arrêté est publié sur le site internet gouvernemental Géorisques à l'adresse suivante : <https://www.georisques.gouv.fr/dossiers/installations>

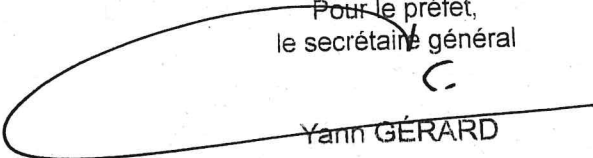
Le présent arrêté sera notifié à la société SAS CARREFOUR SUPPLY CHAIN.

#### **Article 8 – Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture du Gard, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la DREAL Occitanie et le maire de Saint-Gilles sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société **SAS CARREFOUR SUPPLY CHAIN**.

Le préfet

Pour le préfet,  
le secrétaire général

  
Yann GÉRARD

